

Résumé de l'étude de Mohamed Elloumi

« Tunisie : Agriculture, le développement compromis »

Le document, publié en aout 2018 par Mohamed Elloumi dans le cadre du cercle de réflexion « les chemins de la dignité » traite de la place du secteur agricole dans l'économie et de la nécessité d'un nouveau contenu technique et de nouveaux rapports entre consommateurs et producteurs et plus largement entre ruraux et urbains.

Du point de vue technique, l'intensification de la production agricole, selon le modèle inspiré de la révolution verte, semble avoir atteint ses limites à cause de l'épuisement des ressources en terme d'impact sur l'environnement et de la différenciation sociale induite du fait de son exigence en intrants et donc en financement dans une économie de plus en plus libéralisée.

Concernant la place du secteur agricole dans l'économie, la crise est le résultat de l'incapacité des pouvoirs publics à financer le compromis social qui fait de l'agriculture la source d'une alimentation à bas prix au profit d'une insertion dans la division internationale du travail par les bas salaires et de l'orientation extravertie de la production pour soutenir l'équilibre de la balance alimentaire et au-delà , de la balance commerciale globale

I. Les constantes de la politique agricole.

Malgré l'évolution du contenu de la politique agricole depuis l'indépendance et des formes de sa mise en œuvre, plusieurs constantes peuvent être mises en évidence. Cela concerne la politique des prix et la dégradation tendancielle des termes de l'échange, le décalage entre le revenu des agriculteurs et ceux du reste des catégories socioprofessionnelles, voire la paupérisation de cette catégorie et de la main d'œuvre agricole.

Par ailleurs, suite à la dégradation générale de l'environnement économique, l'agriculture devient un secteur refuge pour une population de plus en plus précaire, ce qui se traduit par un cercle vicieux de pression-dégradation des ressources naturelles avec le risque, dans un contexte de changement climatique, d'un effondrement du système.

Cette évolution s'accompagne par des tendances vers une concentration du foncier et des moyens de production entre les mains d'une minorité, que ce soit sur les terres domaniales ou par le recours à l'achat de vastes terres agricoles dans les régions où le marché foncier est actif.

Tout ceci est le résultat d'un rapport de forces politiques défavorable aux agriculteurs qui peut être mis en évidence en termes de partage de la rente issue de certains mécanismes de fixation des prix tout au long de certaines filières.

II. Les deux facteurs de la crise.

- **L'incapacité de l'Etat à financer le pacte social : baisse des encours au secteur agricole et au monde rural.**

Le maintien de manière artificielle des prix à la production à des niveaux très bas face à l'augmentation des prix des intrants a mis en difficulté les populations agricoles et rurales avec des impacts sur les conditions de production et de vie des ruraux et des effets sur les équilibres sociaux, territoriaux, voire environnementaux. Cela a de plus grevé les finances publiques par les charges de la caisse générale de compensation.

- **Les limites du modèle agronomique et les effets pervers de la révolution verte.**

L'adoption de ce modèle s'est traduite, les premières années, par une amélioration des rendements, mais elle a aggravé la dépendance de la Tunisie des importations des intrants nécessaires à la mise en œuvre du paquet technique importé qui pèse sur la balance commerciale et montre ses limites.

Au-delà des limites intrinsèques du modèle, la durabilité des acquis qu'il peut générer se heurte aux effets annoncés du changement climatique, de la démographie et des velléités de libéralisation des échanges des produits agricoles dans le cadre de l'ALECA.

III. A la recherche d'un nouveau paradigme de Développement agricole et rural.

- **L'intensification écologique pour une meilleure résilience des systèmes.**

Face aux difficultés que rencontre l'intensification conventionnelle sous sa forme extensive, l'agro-écologie peut apporter une réponse globale aux défis qu'est appelée à affronter l'agriculture.

- **L'agriculture familiale et le développement territorial comme cadre de mise en œuvre.**

C'est la démarche la mieux à même de prendre en considération à la fois l'aspect économique et environnemental d'une production ancrée dans son territoire, diversifiée et plus à même de créer des externalités pouvant être valorisées par d'autres activités, tel que l'agrotourisme par exemple.

- **Revoir le contrat social : pour une alliance entre les consommateurs urbains et les producteurs agricoles.**

La mobilisation du surplus du secteur agricole pour le développement de l'économie

urbaine, en particulier par la fixation des prix à la production permettant de mettre à la disposition des salariés des produits alimentaires de première nécessité à des prix abordables qui les encouragent à accepter de bas salaires, s'avère avoir des effets négatifs sur l'ensemble de la société et de l'économie.

La mise en place d'un nouveau modèle de rapport entre l'agriculture et le reste de l'économie, dans lequel l'agriculture serait en mesure d'assurer une accumulation au niveau de l'appareil de production avec des effets sur le reste de l'économie rurale et des territoires, relèverait de l'intérêt bien compris de la population urbaine.

En conclusion.

La dynamisation des territoires nécessite une prise en compte de la multifonctionnalité de l'agriculture et l'instauration de prix plus équitables tout au long des chaînes de valeurs dans le cadre d'un modèle basé d'une part sur l'intensification écologique des systèmes de production et sur l'agriculture familiale.

La faisabilité de la mise en œuvre d'une telle mutation nécessitera d'approfondir la connaissance du secteur agricole par un soutien à la recherche afin d'en mieux comprendre les dynamiques et d'en identifier les leviers et les déterminants. Une gouvernance responsable, inclusive et décentralisée serait à adopter afin d'assurer de meilleures conditions de production.

Référence : Tunisie : Agriculture, le développement compromis par
Mohamed Elloumi en vente dans les librairies

Forum Ibn Khaldoun le 15 octobre 2020